

## CHAPITRE 1. S'ABSTENIR : HORS DU JEU OU DANS LE JEU POLITIQUE ?

Jérôme Jaffré, Anne Muxel

*in Pierre Bréchon et al., Les cultures politiques des Français*

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Académique »

2000 | pages 17 à 52

ISBN 9782724608021

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/les-cultures-politiques-des-francais--9782724608021-page-17.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Jérôme Jaffré, Anne Muxel « Chapitre 1. S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? », *in Pierre Bréchon et al., Les cultures politiques des Français*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2000 (), p. 17-52.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

*PREMIÈRE PARTIE*

**SOCIÉTÉ ET POLITIQUE**  
**LES GRANDES TENDANCES**

## CHAPITRE 1

# S'ABSTENIR : HORS DU JEU OU DANS LE JEU POLITIQUE ?

La participation politique, mesurée au travers de ses multiples expressions ou formalisations, conventionnelles ou non conventionnelles, individuelles ou collectives, allant de l'acte de voter jusqu'à l'engagement militant dans un parti, en passant par la manifestation de rue, circonscrit un champ d'investigation privilégié. En interrogeant les formes du lien au politique, en cherchant à explorer les degrés d'implication ou d'engagement des individus, c'est l'état de santé de la démocratie qui est ainsi mesuré. Quelles sont les différentes façons dont les citoyens vont non seulement entendre le politique mais aussi y répondre ? Ces dernières années, les constats en la matière ne sont pas optimistes, et de nombreux signaux d'alerte ont été donnés : augmentation de l'abstention, montée des comportements protestataires, perte de confiance des citoyens envers les gouvernants, crise de la représentation politique et affirmation des partis hors système, enfin stabilisation d'une extrême droite xénophobe. Crise et distanciation, dénonciation et protestation seraient les signes sinon d'un « déficit démocratique », à tout le moins d'un « malaise », enregistré, par-delà le seul horizon français, dans l'ensemble des pays européens (Perrineau, 1997 ; Topf, 1995).

S'il ne faut pas minimiser cette évolution d'ensemble du rapport des individus aux leaders et aux institutions politiques, il ne faut pas non plus nécessairement l'interpréter comme un blocage paralysant toute chance d'implication des citoyens dans la sphère

collective (Schemeil, 1998). Nombre de travaux ont mis au jour des attitudes ou des comportements révélant une recomposition des façons de faire ou d'être en politique, et une évolution dans le sens d'un approfondissement de la culture démocratique, mais moins institutionnalisée, plus individualisée (Inglehart, 1993 ; Duchesne, 1997). Être distant ou en retrait ne signifie pas obligatoirement démissionner, ou se mettre hors jeu du politique. Par ailleurs, si « malaise démocratique » il y a, il ne touche pas de façon homogène toutes les catégories de la population, ni même à l'intérieur de ces catégories tous les individus. Il doit être appréhendé au travers d'une diversité de facteurs qu'il faut tenter de saisir et de hiérarchiser dans l'imbrication complexe d'au moins trois niveaux d'analyse : celui des savoirs individuels ou des dispositions personnelles, celui des institutions ou des organisations sociales dans lesquelles les individus sont engagés ou intégrés, enfin celui du système social et politique dans sa globalité.

Mais quelles que soient les interprétations actuelles de la participation politique, confiantes ou alarmistes, l'interrogation qui les sous-tend reste centrale et, dans le contexte actuel, elle redouble de pertinence. Certains individus se mettent hors jeu du politique, tandis que d'autres sont dans le jeu. Comment cette différenciation opère-t-elle ? Et surtout par quels mécanismes sociaux ou politiques se met-elle en place ? Répondre à ces questions permettrait d'éclairer, par son envers en quelque sorte, l'état de la culture démocratique aujourd'hui. Par ailleurs, ce serait l'occasion d'essayer de mieux cerner la spécificité des attitudes et des comportements de ceux qui se mettent hors jeu. Enfin, il y a différentes façons de se mettre hors jeu et différentes façons aussi d'être dans le jeu.

Il peut paraître paradoxal, dans un livre consacré aux cultures politiques des Français, de s'intéresser aux comportements de retrait qui caractérisent aujourd'hui une fraction croissante de citoyens. Tendance au repli, privatisation et désinstitutionnalisation du rapport au politique, renforcement de la quête de consensus, indifférence systématique, autant de signes de désinvestissement d'une forme de culture politique de participation conventionnelle et traditionnelle au profit d'une autre forme de culture politique de participation encore mal identifiée, marquée par des contre-investissements pouvant se porter sur d'autres engagements plus individualisés, plus sporadiques et vraisemblablement plus post-matérialistes.

Peut-on aller jusqu'à prétendre qu'être hors jeu en politique est une forme de culture politique ? Ce serait sans doute difficile. La notion même de « culture politique » suppose un enracinement historique et idéologique, ainsi qu'une structure d'opinions, de symbolisations et de comportements relativement homogènes, que l'on peut difficilement reconnaître dans les différentes façons de se mettre hors du jeu politique (Eatwell, 1997). Néanmoins, si nous ne pouvons qualifier les comportements ou les attitudes de retrait observés de véritable culture politique, nous pouvons nous interroger sur le fait qu'ils peuvent constituer un trait culturel ayant quelque spécificité. L'augmentation continue dans l'ensemble des démocraties occidentales de cette tendance au retrait autorise à risquer cette idée. Mais avant d'aller plus loin, il faut définir ce que nous entendons par être « hors jeu » et *a contrario* « dans le jeu ».

Sans préjuger de la nécessité d'une symétrie parfaite entre ces deux types de rapports au politique, l'un et l'autre supposent néanmoins l'existence d'une norme à partir de laquelle sont qualifiés ces deux registres d'attitudes ou de comportements. D'un côté le plein, le conforme, de l'autre côté le manque, le déviant. En effet, être hors jeu, c'est se positionner par défaut. Défaut d'expression, défaut de participation, défaut d'orientation, défaut de filiation. Les hors-jeu sont ceux qui ne votent pas ou qui votent autrement, blanc ou nul. Les hors-jeu sont ceux qui ne s'intéressent pas à la politique, qui sont défaillants par rapport à l'intérêt supposé que la politique devrait susciter. Les hors-jeu sont ceux qui sont des « ni-ni », ni gauche ni droite, qui ne pensent ni ceci ni cela dans les questions des sondages d'opinions. Les hors-jeu bien souvent n'ont pas de filiation politique ni de système de repérage bien défini. Ainsi les manques peuvent-ils être alignés. Mais il reste difficile de comprendre les significations de ce type d'attitudes ou de comportements, d'en saisir les implications, voire les reconversions dans d'autres systèmes idéologiques et culturels, dans d'autres grilles d'entendement du monde. En effet, sont-ils l'expression d'une opposition ou d'une contestation, et dans ce cas à quoi s'opposent-ils, que contestent-ils ? Seraient-ils l'expression d'une sorte de contre-culture politique ? Révèlent-ils au contraire une démission totale ou partielle, et quelles en seraient les causes ou les raisons ? Bref autant de questions auxquelles les dimensions habituellement traitées dans les enquêtes d'opinions ne permettent guère de répondre.

Pour saisir les contours de ce trait culturel « hors jeu », il faudrait pouvoir disposer de mesures et d'indications qui sont, pour la plupart, absentes des enquêtes d'opinions habituelles, et notamment des enquêtes électorales, y compris celles que nous utilisons dans ce texte. Il faudrait connaître les différents éléments constitutifs de ce que pourrait être une échelle idéale d'implication politique, permettant d'en déduire, comme en négatif, les raisons de la non-implication. Trois registres de mesures seraient particulièrement utiles : un registre cognitif, un registre affectif, enfin un registre informatif. Le registre cognitif permettrait de tester les connaissances de l'individu en matière de politique, la seule mesure des sans-opinion n'étant pas suffisante. Le registre affectif concernerait les dispositions personnelles de l'individu vis-à-vis du champ politique et la nature de ses relations à son endroit (dimensions de l'intimité, de la filiation, de la persuasion, de la détermination, de l'intensité des choix, de l'engagement, de la reconnaissance, de la justification). Enfin, le registre informatif fournirait le mode d'emploi et les usages au travers desquels l'individu s'informe, s'oriente en politique, et en apprécie les enjeux (dimensions de l'intérêt, de la consommation, de la participation, du repérage, de l'orientation, de l'information). Ce rapide inventaire introduit à la complexité de ce type de mesures. Il montre aussi combien il est difficile d'évaluer ces dimensions au travers de questions fermées, nécessairement simplifiées. Mais tel serait l'outil idéal pour cerner l'ensemble du processus : être dans le jeu ou hors du jeu.

Nous l'avons dit, et notre grille de lecture le laisse deviner, il y a plusieurs façons d'être hors jeu, plusieurs degrés sur l'échelle de non-implication, en politique. Plusieurs façons aussi d'être dans le jeu. Et la frontière entre « dans le jeu » et « hors jeu » mériterait, à elle seule, une problématisation singulièrement complexe. Ainsi comment classer les votants blanc ou nul ? Il faudra un jour se pencher sur les votants désimpliqués qui ne votent que par conformisme ou par devoir électoral <sup>1</sup>. On le voit, cette problématique ouvre un champ de recherche qui permettrait de saisir de façon détaillée et fine les nombreux dégradés de l'échelle

---

1. Parallèlement à ce chapitre, nous avons engagé un travail plus large, analysant les mécanismes dans le jeu et hors jeu, non seulement parmi les abstentionnistes mais aussi parmi les votants, qui fera l'objet d'une publication ultérieure.

d'implication politique que nous avons tenté de dégager. Nous proposons d'examiner, dans le cadre de cet ouvrage, un aspect particulier de cette interrogation d'ensemble sur les hors-jeu au travers de l'analyse de l'abstention. S'abstenir : est-ce être dans le jeu ou hors du jeu ?

Si l'abstention est bien une mise hors du jeu électoral, ce comportement ne recoupe ni des motivations ni des intentions homogènes. Les abstentionnistes, en n'entrant pas dans le jeu de l'élection, adoptent une même réponse vis-à-vis de la décision politique ; néanmoins, ils peuvent y avoir été entraînés pour une diversité de raisons et de circonstances. Les travaux consacrés à l'abstention ont toujours montré sa diversité, soit en l'associant à un manque d'intégration sociale (Lancelot, 1968 ; Gaxie, 1993), soit en mettant davantage l'accent sur les facteurs politiques (Subileau, Toinet, 1993), ou encore en le considérant comme l'expression d'une réponse stratégique ou rationnelle propre au contexte d'une élection donnée (Himmelweit et al., 1981). Tous ont montré qu'il s'agit le plus souvent d'un abstentionnisme intermittent, l'abstentionnisme constant ne concernant qu'une frange restreinte de la population. Lors de l'élection présidentielle de 1995, seuls 11 % des Français se sont abstenus aux deux tours de l'élection. En 1997, pour les élections législatives, ils sont 19 % dans ce même cas. Si l'on y ajoute 9 % de non-inscrits, soit un chiffre assez stable dans le temps, ce sont entre deux et trois Français sur dix qui se mettent hors jeu de la décision électorale (Héran, Rouault, 1995).

Mais il n'en reste pas moins vrai que l'abstentionnisme intermittent est un comportement de plus en plus répandu, ce qui, au fil du temps et des élections, crée un déficit croissant de votants (Chiche, Dupoirier, 1998). En vingt ans, s'agissant des élections législatives, l'abstention a quasiment doublé : 16,7 % en 1978, 31,5 % en 1997. La progression est relativement constante même si elle connaît des fluctuations significatives selon les types d'élections et les enjeux propres de chaque scrutin. L'élection présidentielle enregistre une même tendance à la baisse de la participation, mais nettement moins marquée, 4 points en moins au second tour de 1995 par rapport à 1988, et reste de toutes les élections la plus mobilisatrice.

Parallèlement à la montée de l'abstention, on observe une augmentation de son aveu dans les sondages. Reconnaître que l'on s'est abstenu est moins tabou que par le passé. Dans l'enquête

électorale de 1997, l'abstention déclarée – correspondant, comme il est d'usage, aux abstentionnistes déclarés et aux sans-réponse – s'élève à 28,1 %, soit 3,4 points de moins que dans la réalité. Si l'on calcule le taux de correspondance, c'est-à-dire le rapport entre l'abstention déclarée dans le sondage et l'abstention réelle, on constate sa progression régulière, tant aux présidentielles – il est passé de 73 % en 1988 à 79 % en 1995 – et plus encore pour les législatives – il était de 69 % en 1978 et de 89 % en 1997 (tableau 1). Aveu ou revendication, en tout état de cause, l'augmentation du nombre de déclarations révèle un certain affaiblissement de la relation au vote, une atténuation de l'imposition normative induite par le devoir civique et citoyen, par le contrat social auquel il est associé.

Tableau 1. *L'évolution de l'abstention mesurée dans les enquêtes post-électorales du Cevipof depuis 1978*

(en %)

	Abstention déclarée dans les sondages	Abstention réelle à l'élection	Taux de correspondance
Législatives 1978 .....	11,6	16,7	69
Présidentielle 1988 (1 <sup>er</sup> tour)....	13,2	18,0	73
Présidentielle 1988 (2 <sup>e</sup> tour).....	11,0	15,3	72
Présidentielle 1995 (1 <sup>er</sup> tour)....	16,2	20,5	79
Présidentielle 1995 (2 <sup>e</sup> tour).....	15,4	19,5	79
Législatives 1997 .....	28,1	31,5	89

Enquêtes post-électorales 1978-1997.

Pour comprendre la logique des comportements abstentionnistes, il faut pouvoir considérer à la fois les facteurs liés aux logiques individuelles et sociales et les effets liés à la conjoncture électorale. En ce sens, il ne peut y avoir d'explication univoque de l'abstention. Les études déjà effectuées des itinéraires de participation le montrent bien. Françoise Subileau et Marie-France Toinet, en menant des observations longitudinales, ont noté que « l'abstention, appréhendée de façon isolée, lors d'un seul scrutin, peut apparaître comme un indice de moindre insertion. Réinsérée dans un ensemble de scrutins successifs, elle devient un des modes de l'expression politique » (Subileau, Toinet, 1993).

Les abstentionnistes ne peuvent donc être considérés comme un bloc homogène, ni du point de vue sociologique, ni non plus

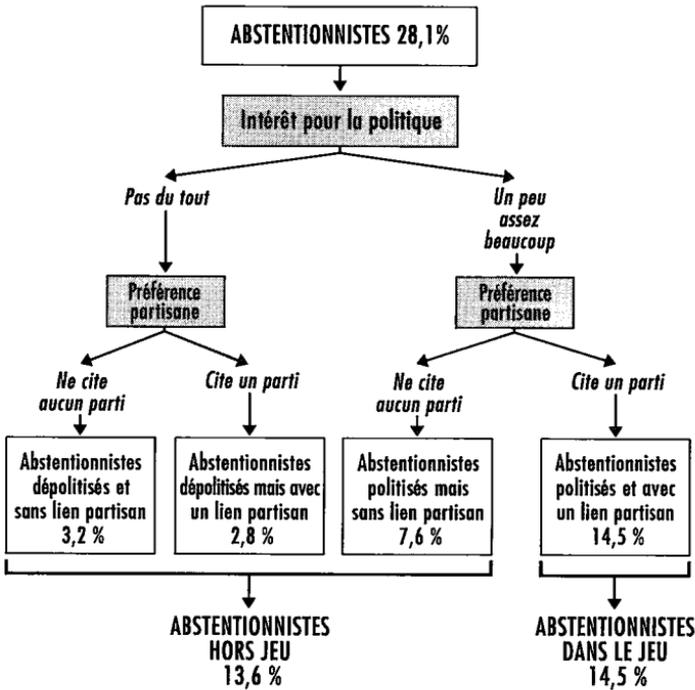
du point de vue politique. S'ils constituent bien un groupe qui se met hors jeu de la décision électorale, on ne peut pour autant les classer de façon univoque du côté des hors-jeu en politique. Une partie d'entre eux adopte un comportement de retrait de l'ensemble du système politique, mais une autre semble y échapper. La plupart des travaux menés sur l'abstention ont cherché à classifier différentes formes d'abstentionnisme et à en chercher les logiques : isolement sociologique, défaut de compétence politique, contestation raisonnée, ou encore stratégie circonstanciée (Subileau, 1997). Nous proposons d'introduire une nouvelle tentative de typologie en partant de l'hypothèse qu'il existe un rapport différencié au politique au sein même du comportement abstentionniste. Ainsi distinguerons-nous un « abstentionnisme hors jeu » et un « abstentionnisme dans le jeu ». Si la première expression renvoie à une interprétation relativement répandue du comportement abstentionniste, associée à un retranchement partiel ou total de la vie civique, la seconde, en revanche, peut paraître pour le moins paradoxale. Elle correspond à cette part des abstentionnistes qui restent en dehors de l'acte électoral tout en étant fondamentalement impliqués dans la vie sociale et politique.

Nous avons construit deux groupes d'abstentionnistes, se déclarant comme tels lors du premier tour des élections législatives de 1997, définis à partir de deux variables fondamentales de positionnement : l'intérêt pour la politique, d'une part, et l'expression d'une proximité partisane, d'autre part. L'une comme l'autre constituent des indicateurs clés pour comprendre la relation des individus à la politique. La première est une mesure d'intensité du lien au politique, la seconde précise cette mesure en introduisant une dimension supplémentaire, la capacité à se repérer et à se positionner sur l'échiquier partisan. Outre leur pertinence par rapport à la problématique soulevée, ces deux variables présentent l'avantage de figurer dans toutes les enquêtes électorales menées par le Cevipof depuis 1978, et donc permettra de saisir l'évolution de cette typologie dans le temps.

Les abstentionnistes hors jeu se caractérisent par une attitude de retrait plus ou moins radicale définie en fonction des trois cas de figure suivants : soit ils ne s'intéressent pas du tout à la politique et n'ont pas non plus de proximité partisane déclarée, soit ils ont un intérêt minimal pour la politique mais pas de proximité partisane, soit ils déclarent une proximité partisane mais ne

s'intéressent pas du tout à la politique<sup>1</sup>. Les abstentionnistes dans le jeu sont des individus qui, même s'ils s'abstiennent, déclarent avoir à la fois un intérêt minimal pour la politique et une proximité partisane (fig. 1). Les premiers s'apparentent de

Figure 1. *La construction des deux groupes d'abstentionnistes au premier tour des élections législatives de 1997*



Enquête post-électorale CEVIFOP/CNRS/CIDSP/Libération/SOFRES, 26-31 mai 1997, 3 010 interviews

fait plus facilement aux interprétations classiques de l'abstention – absence de repère politique, rejet de l'offre partisane, détachement. En revanche, les seconds présentent un profil inverse, ils

1. Le classement dans la catégorie hors jeu des abstentionnistes politisés mais sans lien partisan s'explique par leur déficit sur cette donnée fondamentale du repérage politique et se justifie en constatant que, sur la plupart des questions posées, leurs réponses sont plus proches des autres groupes hors jeu que des abstentionnistes dans le jeu.

sont dans le jeu dans la mesure où ils se repèrent dans le système politique et y manifestent des signes d'intérêt ou de reconnaissance. En toute logique, ils ne devraient donc pas s'abstenir. Or, ils s'échappent de la norme démocratique, pourquoi ?

La question mérite d'autant plus d'être posée que ces abstentionnistes dans le jeu représentent la moitié des abstentionnistes se déclarant comme tels en 1997. En effet, parmi les 28,1 % d'abstentionnistes recensés, on dénombre 13,6 % d'abstentionnistes hors jeu et 14,5 % d'abstentionnistes dans le jeu. Ce résultat est en soi intéressant. Il bouscule quelque peu les idées reçues et oblige à envisager les études sur l'abstention au travers d'une autre alternative que celle du retranchement ou de l'intégration politique. Il introduit la nécessité d'interroger la signification de l'abstention, non seulement par rapport aux votants, mais aussi par rapport à la diversité des abstentionnistes eux-mêmes, tant du point de vue sociologique que politique.

Les abstentionnistes hors jeu et dans le jeu entretiennent-ils une même relation à la société ? Comment y sont-ils intégrés et quelles perceptions en ont-ils ? Comment considérer leur rapport à la politique, leurs modes d'implication et d'engagement ? Hors jeu et dans le jeu, qu'ont-ils de différent et qu'ont-ils au juste en commun ?

## LA RELATION À LA SOCIÉTÉ

Par-delà sa seule signification politique, le vote est un mode d'expression du lien social. S'y révèle, dans la diversité des choix effectués, mais aussi au travers de la décision d'y prendre part ou non, la façon dont est intériorisée par les individus la légitimité de leur positionnement et de leur mode d'intégration à la société. D'une certaine façon, l'acte de voter fonctionne comme un processus de justification de l'identité réelle et symbolique, individuelle et collective, à laquelle chacun peut prétendre s'affilier, et y développer de multiples attributs de reconnaissance (Bon, 1991). De ce point de vue, les modes différenciés de perception de cette identité au sein des deux groupes d'abstentionnistes permettent d'approcher la diversité des connexions possibles entre lien social et lien politique. L'acte de voter fournit, par ailleurs, une grille de lecture intéressante pour saisir la manière dont

s'effectuent les clivages au sein de l'électorat, entre abstentionnistes et votants, entre abstentionnistes hors jeu et abstentionnistes dans le jeu. On y constate entre autres que, dans nombre de cas, ces derniers sont plus proches des votants que des abstentionnistes hors jeu, qui se caractérisent toujours par une plus grande distance et par une plus grande contestation à l'égard du système social dans son ensemble (tableau 2).

Tableau 2. *Acceptation ou refus de l'évolution de la société actuelle*

	(en %)		
	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Votants
Se sent seulement Français.....	41	26	24
Estime qu'on n'est plus chez soi..	56	42	46
<i>Attitude à l'égard de la monnaie unique</i>			
Pour.....	45	66	61
Contre.....	49	32	37
Sans réponse.....	6	2	2
	100	100	100
<i>Estime que la France a bénéficié de la construction européenne</i>			
Oui.....	40	50	51
Non.....	51	46	43
Sans réponse.....	9	4	6
	100	100	100
<i>Rôle de l'école</i>			
Sens de la discipline.....	57	47	53
Esprit critique.....	41	53	46
Sans réponse.....	2	0	1
	100	100	100
<i>Attitude à l'égard de la peine de mort</i>			
Favorable.....	61	50	50
Opposé.....	35	50	49
Sans réponse.....	4	0	1
	100	100	100
<i>Attitude à l'égard de l'État</i>			
Évocation positive.....	50	63	64
Évocation négative.....	47	36	34
Sans réponse.....	3	1	2
	100	100	100

Enquête post-électorale, mai 1997.

Premier élément constitutif d'une forme de reconnaissance ou d'appartenance, celui qui confère un territoire à partir duquel se situer. L'envergure de ce territoire apparaît nettement plus réduite chez les abstentionnistes hors jeu que chez les autres. L'ancrage national y est beaucoup plus marqué : 41 % d'entre eux se sentent seulement Français, les abstentionnistes dans le jeu ne sont que 26 % dans le même cas et les votants, 24 %. Cette relative fermeture se retrouve d'ailleurs aux différents échelons de la perception d'un ancrage territorial, que celui-ci soit local ou supra-national. Les abstentionnistes hors jeu ne s'ouvrent pas plus sur un espace de proximité qu'ils ne s'ouvrent à l'Europe, par exemple. Si 59 % des votants et 50 % des abstentionnistes dans le jeu peuvent reconnaître partager des intérêts communs avec les habitants de leur quartier ou de leur commune, les abstentionnistes hors jeu ne sont plus que 46 % dans ce même cas. On le devine, leur sentiment de partager des intérêts communs avec les habitants des autres pays européens est encore plus faible (30 % contre 50 % des abstentionnistes dans le jeu et 47 % des votants). Ils sont nettement plus hostiles à l'égard de la construction européenne et de la monnaie unique et n'envisagent celles-ci ni comme pourvoyeuses de bénéfices pour la France ni comme une protection contre les risques liés à la mondialisation. Le sentiment de l'existence d'une identité européenne n'est d'ailleurs pas au rendez-vous : seuls 28 % d'entre eux se sentent autant Européens que Français, tandis que 39 % des abstentionnistes dans le jeu et 39 % également des votants sont dans ce cas.

L'évaluation de leur situation personnelle est un autre indicateur de leur intégration à la société. Les abstentionnistes hors jeu se montrent toujours plus pessimistes et plus inquiets, et leur perception de la société s'accompagne de plus grands risques de fragilisation du lien social. Même si une large majorité de Français se dit inquiète quant à l'avenir, personnel et professionnel (66 %), ce sont plus des trois quarts des abstentionnistes hors jeu qui manifestent ce sentiment (76 %). Ce pessimisme général s'inscrit dans une dégradation d'ensemble du jugement porté sur la situation économique du pays. En 1995, 12 % des votants, 10 % des abstentionnistes dans le jeu et 13 % des abstentionnistes hors jeu considéraient que la situation économique du pays allait se dégrader dans les douze prochains mois ; en 1997, ils

sont respectivement 19 %, 20 % et 24 % à partager cette même opinion. Mais c'est chez les abstentionnistes hors jeu que la perception reste toujours la plus négative.

Les hors-jeu apparaissent plus démunis du point de vue des réseaux de sociabilité et de solidarité qu'ils pourraient mobiliser. Ils se sentent socialement et relationnellement plus isolés, cela dans la vie professionnelle comme dans la vie privée. Ils reconnaissent moins souvent pouvoir partager des intérêts communs avec des gens exerçant le même métier (53 % contre 65 % des abstentionnistes dans le jeu et 68 % des votants). Leur lien familial semble un peu moins affirmé et les ressources qu'ils peuvent mobiliser sont moins nombreuses. En cas de coup dur, si 40 % des votants et 41 % des abstentionnistes dans le jeu déclarent pouvoir compter beaucoup sur leur famille pour les aider, ils ne sont que 32 % des hors-jeu à pouvoir faire la même réponse. Les écarts sont sensiblement les mêmes s'agissant des amis. À l'égard des services sociaux, si 44 % des votants et 42 % des abstentionnistes dans le jeu considèrent pouvoir les mobiliser pour bénéficier de leur aide, ils ne sont plus que 32 % à partager le même avis parmi les hors-jeu.

À cet isolement social s'ajoute une certaine méfiance vis-à-vis de l'Autre, vis-à-vis des autres avec qui partager la vie en société. La relative clôture de l'identité territoriale se double d'une relative fermeture à l'altérité. Moindre acceptation de la différence, attitudes et comportements de rejet, où s'enracinent la xénophobie et le racisme, sont plus répandus en leur sein. Plus d'un abstentionniste hors jeu sur deux estime que « l'on ne se sent plus chez soi comme avant » (56 % contre 42 % des abstentionnistes dans le jeu et 46 % des votants). Leur défiance vis-à-vis de la population immigrée est plus affirmée. Entre les abstentionnistes hors jeu et les abstentionnistes dans le jeu, les écarts constatés prennent une signification particulière dès lors que l'on envisage leurs conséquences sur les orientations politiques de l'un et de l'autre groupe : 65 % des hors-jeu pensent qu'il y a trop d'immigrés contre 58 % de ceux qui sont dans le jeu, 26 % des hors-jeu pensent qu'il y a des races moins douées que d'autres contre 18 % de ceux qui sont dans le jeu.

S'ajoute à cela une différenciation assez marquée des systèmes de valeurs auxquels chacun des deux groupes peut adhérer. Les indicateurs classiques de mesure du libéralisme culturel (Grun-

berg, Schweisguth, 1997) révèlent tous des dispositions plus autoritaires et plus intolérantes parmi les abstentionnistes hors jeu. 61 % d'entre eux sont favorables à la peine de mort (50 % des abstentionnistes dans le jeu comme des votants), 57 % pensent que l'école doit donner le sens de la discipline plutôt que de former un esprit critique (contre 47 % des abstentionnistes dans le jeu et 53 % des votants). Enfin, ils sont nettement plus nombreux que les abstentionnistes dans le jeu à condamner l'homosexualité (37 % contre 27 %) ou encore l'avortement (15 % contre 8 %).

Plus en retrait, plus fermés, plus autoritaires, les abstentionnistes hors jeu contestent l'évolution d'ensemble de la société, tant sur le plan des valeurs que sur le plan de son fonctionnement et de son système économique. Ils dénoncent à la fois l'État, ses prérogatives comme les bénéfices qu'il produit, tels que le service public et le libéralisme économique, au travers notamment des privatisations. Ils sont 47 % à partager une vision négative du rôle de l'État. Les abstentionnistes dans le jeu ne sont que 36 % dans le même cas et les votants, 34 %. Mêmes écarts pour le service public : 32 % le jugent plutôt négativement, 25 % des abstentionnistes dans le jeu et 24 % des votants partagent ce même avis. À l'inverse, les privatisations ne retiennent pas non plus franchement leur faveur : si une minorité d'entre eux (47 %) y est favorable, les votants et plus encore les abstentionnistes dans le jeu sont une majorité à les juger positivement (respectivement 52 % et 56 %).

Un clivage assez net apparaît donc entre les abstentionnistes hors jeu et ceux qui sont dans le jeu. Ces derniers se situent plutôt dans une logique d'implication active à l'égard de la société, tandis que les premiers refusent et contestent plus fréquemment son évolution. Pour autant, cette vision contestataire est-elle relayée par un activisme plus prononcé, par des capacités de mobilisation et d'engagement, ou encore par des actions de protestation ? Si les abstentionnistes hors jeu, en délaissant la scène électorale, ne peuvent exprimer leur désaccord ou leurs revendications par les moyens du vote, le font-ils autrement, utilisent-ils d'autres moyens de pression à l'encontre des décisions politiques et plus globalement pour contrarier l'évolution de la société ?

En 1995, s'ils sont un peu plus nombreux que les autres à souhaiter un changement social radical (44 % contre 39 % des abs-

tentionnistes dans le jeu et 41 % des votants), ils restent en revanche très nettement en retrait de toute forme concrète de contestation sociale ou politique (tableau 4). Ils désapprouvent plus fréquemment les manifestations de rue (43 % contre 31 % des abstentionnistes dans le jeu et 36 % des votants) et sont nettement moins nombreux à y avoir réellement participé au cours des deux dernières années (12 % contre 21 % des abstentionnistes dans le jeu et 19 % des votants). Ils se montrent nettement plus hostiles à toute forme d'action collective, que celle-ci soit conventionnelle ou non conventionnelle du reste. Ils sont nettement moins favorables à la grève (29 % la désapprouvent contre seulement 18 % des abstentionnistes dans le jeu) et se désengagent de toute idée de mobilisation collective plus radicale telle qu'occuper un bâtiment administratif, ou même de contestation plus individualisée telle que squatter un appartement inoccupé. La radicalité politique n'est pas de leur côté mais du côté des abstentionnistes dans le jeu qui, bien qu'acceptant plus volontiers le système social actuel, se réservent le droit d'agir et d'exercer une pression à son endroit, y compris en adoptant des comportements déviants (50 % d'entre eux ne jugent pas condamnable de squatter un appartement inoccupé contre 44 % des hors-jeu comme des votants ; 37 % ne condamnent pas non plus le fait de ne pas payer dans les transports en commun contre 27 % des hors-jeu et 30 % des votants). Ils ont, d'une certaine façon, prise sur la société et se montrent les plus contestataires, en ce sens qu'ils passent plus fréquemment à l'acte, plus encore que les votants. C'est en cela qu'ils sont, à proprement parler, dans le jeu politique.

Comparés à ces abstentionnistes dans le jeu, actifs et relativement mobilisables, les abstentionnistes hors jeu se caractérisent au bout du compte moins par une contestation active que par une attitude protestataire à l'égard de l'ensemble de la société. Protestation plus que revendication, s'expliquant par une logique plus défensive qu'offensive, dont le ressort essentiel est une opposition systématique, et pas toujours rationnelle, à tout ce qui existe, mais sans se donner réellement les moyens de changer la société, ni par la voie des urnes, ni par d'autres formes d'expression ou d'action. Leur contestation passive dénote un plus grand malaise quant à leur place dans la société (tableau 3).

Tableau 3. *Contestation passive ou contestation active de la société actuelle*

(en %)

	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Votants
Souhaite un changement complet de la société (positions 1 et 2 sur l'échelle)	44	39	41
<b>ATTITUDES À L'ÉGARD :</b>			
<i>D'une manifestation de rue</i>			
Approuverait.....	54	66	63
Désapprouverait.....	43	31	36
Sans opinion.....	3	3	1
	100	100	100
<i>De l'occupation d'un bâtiment adminis- tratif</i>			
Approuverait.....	34	48	42
Désapprouverait.....	63	49	57
Sans opinion.....	3	3	1
	100	100	100
<i>De faire grève</i>			
Approuverait.....	67	81	74
Désapprouverait.....	29	18	24
Sans opinion.....	4	1	2
	100	100	100
A manifesté dans la rue au cours des deux dernières années.....	12	21	19
Ne juge pas condamnable :			
— de squatter un appartement inoc- cupé.....	44	50	44
— de ne pas payer dans les transports en commun.....	27	37	30

Enquête post-électorale Cevipof/Sofres, 8-23 mai 1995, 4 078 interviews.

## LA RELATION À LA POLITIQUE

Divergents quant à leurs attitudes à l'égard de la société, les deux groupes d'abstentionnistes le sont aussi, à maints égards, dans leur rapport à la politique. Toutefois, on relève entre eux des points de convergence qui ont pour effet de différencier clairement les votants des abstentionnistes dans le jeu.

La constitution des deux groupes d'abstentionnistes repose, on l'a vu, sur deux des dimensions majeures de la relation à la politique : l'intérêt qui lui est porté et l'expression d'une préférence pour un parti politique. Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner des différences existant entre eux quant à la possibilité de se repérer aisément ou non dans l'espace politique. Si la capacité de l'électorat à se situer entre la gauche et la droite reste massive, il n'en est pas de même pour les deux groupes d'abstentionnistes.

La réponse à la question « Vous-même, êtes-vous plutôt de gauche, plutôt de droite ou ni de gauche, ni de droite ? » – qui, soulignons-le, offre explicitement à l'interviewé la possibilité de refuser la *summa divisio* de la politique française – montre qu'une large majorité de Français (73 %) accepte de se classer entre la gauche et la droite en 1997. Ce classement ne s'établit pas de la même manière au sein des abstentionnistes. Seuls 29 % des hors-jeu acceptent de se classer à gauche ou à droite, la grande majorité (57 %) se déclare ni de gauche ni de droite et 14 % sont sans réponse (tableau 4). Sur l'échelle gauche/droite traditionnelle en sept cases, qui ne prévoit pas, on le sait, la réponse « ni gauche, ni droite », présente dans l'enquête post-électorale de 1995, réalisée en face à face (et non par téléphone comme en 1997), la reconnaissance de ce classement spatial est plus massive : 93 % des Français choisissent l'une des sept positions. Mais, là encore, l'instrumentalisation de ce classement n'est pas la même entre les abstentionnistes et les votants, d'une part, et les abstentionnistes dans le jeu et hors jeu, d'autre part. 88 % des abstentionnistes hors jeu se classent, au lieu de 29 % qui le font, sur l'échelle ternaire de 1997. Mais cette acceptation s'explique par un usage nettement plus marqué de la position 4 – la place du centre – où 52 % d'entre eux se rangent. Seuls 13 % des hors-jeu recourent aux cases fortement polarisées (1 et 2, 6 et 7), alors que c'est le cas de 30 % de ceux qui sont dans le jeu et de 36 % des votants. Pour leur part, les abstentionnistes dans le jeu adoptent un mode de classement assez voisin de celui des votants, avec une orientation plus marquée à gauche, caractéristique politique de ce groupe d'abstentionnistes en 1995.

Nous avons montré dans un travail précédent que la filiation est un marqueur fondamental de l'identité politique. 50 % des Français s'inscrivent dans la continuité des choix politiques de leurs parents, 33 % ont une filiation indéterminée ou incohérente, seuls 11 % déclarent avoir changé complètement d'opi-

nion par rapport à leur héritage parental en changeant de camp politique. Enfin, 5 % ont décroché, en passant d'un univers familial de gauche ou de droite à la position ni gauche ni droite (Jaffré, Muxel, 1997). Être votant ou abstentionniste, être dans le jeu ou hors jeu renvoient-ils à des héritages politiques différents qui pourraient permettre de mieux comprendre les mécanismes de participation ou de retranchement de la vie civique ?

Tableau 4. *La relation à la politique :  
la vision critique des abstentionnistes « hors jeu »*

(en %)

	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Votants
<i>Jugement sur la démocratie</i>			
Fonctionne bien .....	27	37	43
Fonctionne mal .....	72	63	57
Sans opinion.....	1	0	0
	100	100	100
Estime que les hommes poli- tiques ne se préoccupent pas du tout de ce que pensent les gens...	49	32	31
<i>Autoclassement sur la dimension gauche/droite en 1997</i>			
Se classe à gauche ou à droite.....	29	80	80
Se classe ni à gauche, ni à droite .	57	18	19
Sans réponse.....	14	2	1
	100	100	100
<i>Autoclassement sur l'échelle gauche/ droite en 1995</i>			
Position 1 (extrême gauche) .....	2	7	6
Position 2.....	6	12	11
Position 3.....	12	28	20
Position 4.....	52	25	23
Position 5.....	11	15	20
Position 6.....	4	7	14
Position 7 (extrême droite).....	1	4	5
Sans réponse.....	12	2	1
<i>Filiation politique</i>			
Filiation droite .....	8	21	24
Filiation gauche .....	8	30	28
Filiation a-politique .....	57	14	14
Filiation non homogène.....	10	18	16
Changement.....	3	11	12
Décrochage .....	14	6	6

Enquêtes post-électorales, mai 1997 et mai 1995.

La filiation des votants et des abstentionnistes dans le jeu, à très peu de chose près la même, révèle la forte continuité d'une référence politique homogène clairement affirmée à gauche ou à droite (51 %). Les trajets incohérents ou les ruptures de filiation sont minoritaires. À l'opposé, chez les abstentionnistes hors jeu, deux schémas prévalent. La filiation a-politique – c'est-à-dire la position ni gauche ni droite chez les parents et chez l'interviewé – est, à elle seule, majoritaire avec 57 % des réponses, ce qui signifie que la position hors jeu et le retrait du champ électoral renvoient à des héritages familiaux où l'absence de référence politique marquée était déjà la règle. On note également une proportion relativement importante de décrochages : 14 % contre 6 % seulement des votants et 6 % également des abstentionnistes dans le jeu.

Chez les abstentionnistes hors jeu, la difficulté ou le refus des repères traditionnels débouche sur une désapprobation de l'ensemble du système politique et de ses leaders. En mai 1997, l'opinion selon laquelle la démocratie en France fonctionne mal est majoritaire dans l'ensemble de l'électorat, à la différence de la période post-présidentielle (59 % des interviewés le pensent contre 44 % en 1995), ce qui peut s'expliquer par le moindre intérêt porté aux élections législatives et les inégalités de représentation induites par le scrutin majoritaire. Mais ce sentiment se trouve exacerbé chez les abstentionnistes hors jeu puisqu'il monte à 72 %, contre 63 % chez ceux qui sont dans le jeu et 57 % des votants. La critique du personnel politique est sévère : 49 % des hors-jeu estiment que les hommes politiques ne se préoccupent pas du tout de ce que pensent les gens comme eux, contre 32 % de ceux qui sont dans le jeu et 31 % des votants. La mise en cause des gouvernants est aussi plus répandue. Dans l'enquête réalisée en mai 1995, le bilan du gouvernement Balladur est apprécié par la majorité absolue des votants (50 % le jugent positif), moins par les abstentionnistes dans le jeu (à 44 %) et moins encore par les hors-jeu (à 39 % seulement). L'acte d'aller voter comprend, on le voit, une part de satisfecit aux gouvernants – même si on ne vote pas forcément pour celui à qui on l'accorde. À l'inverse, l'abstention marque une dimension critique – même si ne votant pas, l'électeur limite la portée de son courroux.

On retrouve des différences semblables entre les deux groupes d'abstentionnistes sur les perspectives post-électorales qui se

dégagent de l'enquête effectuée en mai 1997. Conduite entre les deux tours de scrutin, elle n'enregistre pas le climat d'euphorie au profit des vainqueurs que l'on relève ordinairement. Les abstentionnistes hors jeu confirment une attitude d'hostilité à l'encontre de la classe politique en n'étant que 33 % à souhaiter voir Lionel Jospin « jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir » (il accédera, la semaine suivante, au poste de Premier ministre), alors que ceux qui sont dans le jeu et les votants expriment, dans une même proportion (50 %), une réponse positive en faveur du Premier secrétaire du Parti socialiste.

Faute de se sentir dans un camp politique ou d'être portés par une adhésion à des valeurs fortes, les abstentionnistes hors jeu participent peu aux mécanismes de polarisation qui organisent le champ politique. Ils restent ainsi très largement en dehors du mouvement d'hostilité au Front national qui constitue, depuis le milieu des années 1980, un des traits dominants de la politique française. Dans l'enquête de 1995, les interviewés étaient invités à noter de 0 à 100 leur degré de sympathie pour les différents candidats. Jean-Marie Le Pen est le seul à recueillir un pourcentage très élevé de note 0 (46 % dans l'ensemble de l'électorat). Si l'on écarte du calcul, pour éviter tout biais, les propres électeurs du chef de l'extrême droite, la note 0 lui est attribuée par 52 % des votants, par 53 % des abstentionnistes dans le jeu qui, une nouvelle fois, se montrent très proches, mais seulement par 36 % des hors-jeu. Contre-épreuve de cette absence de polarisation négative de la part de ces derniers : une note égale ou supérieure à 30 est accordée au leader du Front national par 39 % d'entre eux, par 22 % de ceux qui sont dans le jeu et par 26 % des votants. Non seulement il n'y a pas de polarisation négative mais, au contraire, on enregistre une plus grande sympathie pour l'extrême droite, qui s'explique sans doute par les attitudes idéologiques des hors-jeu parmi lesquels, nous l'avons vu, existent une plus grande intolérance et une certaine propension à la xénophobie.

Sur tous les plans que nous venons d'examiner, les abstentionnistes hors jeu et dans le jeu apparaissent très différents et les seconds se montrent toujours beaucoup plus proches des votants. Comment expliquer alors le retrait au moins momentané des abstentionnistes dans le jeu du champ électoral ? Pourquoi ne votent-ils pas ? C'est leur réponse à l'offre politique qui est, en

dernier ressort, l'explication. Les abstentionnistes dans le jeu, contrairement aux votants, la rejettent et se rapprochent en cela des hors-jeu (tableau 5). 60 % de ceux qui sont dans le jeu estiment que « les propositions de la gauche et de la majorité RPR-UDF (leur) ont paru dans cette élection pas très différentes ou pas du tout différentes ». Le pourcentage est pratiquement le même que chez les hors-jeu (62 %), alors qu'il n'est que de 50 % seulement parmi les votants. Presque la moitié des abstentionnistes dans le jeu (47 % exactement) ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays, alors qu'ils ne sont que 37 % parmi les votants et jusqu'à 78 % parmi les hors-jeu. S'ils n'adoptent pas une attitude de critique générale du système politique et de son personnel, les abstentionnistes dans le jeu prolongent leur position de contestation active de la société en se démarquant de l'offre politique habituelle. Il s'y ajoute une relativisation du vote moins importante que celle rencontrée chez les hors-jeu mais sensiblement plus développée que chez les votants. Selon l'enquête post-électorale du Cevipof conduite en 1995, 43 % des hors-jeu estiment « qu'il n'est pas nécessaire de voter aux élections », opinion partagée par 30 % de ceux qui sont dans le jeu et par seulement 15 % des votants. Ce sont donc sur les aspects relatifs à l'importance attachée aux élections et à la déception de l'offre politique que se structure le comportement abstentionniste du groupe dans le jeu lors des législatives de 1997.

Tableau 5. *La critique de l'offre politique est commune aux deux groupes d'abstentionnistes*

(en %)

	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Votants
<i>Estime qu'il y a des différences entre la droite et la gauche</i>			
Oui .....	29	38	48
Non .....	62	60	50
Sans réponse .....	9	2	2
	100	100	100
<i>Fait confiance...</i>			
à la gauche ou à la droite .....	16	51	61
ni à la gauche, ni à la droite.....	78	47	37
Sans réponse .....	6	2	2
	100	100	100

Enquête post-électorale, mai 1997.

## DES LOGIQUES D'INSERTION SOCIALE DIFFÉRENTES

La sociologie des abstentionnistes considérés dans leur ensemble a toujours mis en évidence l'effet d'une moindre intégration sociale et d'un niveau socioculturel peu élevé. En 1997, les effets de structure restent les mêmes. Les plus jeunes, les individus appartenant à des groupes sociaux moins favorisés, les salariés du secteur privé, les chômeurs, enfin les habitants des grandes villes ont plus de chance de s'abstenir que le reste de l'électorat potentiel (Chiche, Dupoirier, 1998). L'absence de diplôme et d'emploi stable est un facteur de renforcement d'une abstention durable (Héran, 1997). Les plus jeunes se comptent en plus grand nombre parmi les abstentionnistes, mais c'est avant tout parce qu'ils présentent les attributs d'une moindre insertion sociale. Bien qu'au fil des années l'écart se soit considérablement amenuisé, les femmes restent légèrement plus en retrait du jeu électoral que les hommes.

La sociologie respective des deux groupes d'abstentionnistes, hors jeu et dans le jeu, introduit des différences significatives par rapport à ce tableau d'ensemble et révèle la diversité des origines du comportement abstentionniste (tableau 6). S'ils partagent à un moment donné une même réponse électorale, ces deux catégories ne sont pourtant pas identiques du point de vue de leur positionnement social et professionnel. Comparées aux votants, les grandes lignes marquant un défaut ou un amoindrissement du lien social se retrouvent chez les uns comme chez les autres, mais celles-ci ne revêtent manifestement ni les mêmes contours ni les mêmes inflexions. En fait, les logiques d'insertion sociale de ces deux groupes diffèrent et avec elles le rapport même à l'abstention.

Les abstentionnistes hors jeu se comptent en plus grand nombre parmi les catégories employé et ouvrier (58 %) et chez les personnes sans diplôme ou très faiblement diplômées (46 %), tandis que les abstentionnistes dans le jeu se recrutent relativement plus chez les cadres et professions intellectuelles supérieures (28 %) ainsi que chez les diplômés de l'enseignement supérieur (20 %). La composition sociologique des abstentionnistes dans le jeu est d'ailleurs proche de celle des votants. Le constat de ce rapprochement, d'une part, et de l'écart différentiel

enregistré entre les abstentionnistes hors jeu et dans le jeu, d'autre part, sont révélateurs des usages différenciés de l'abstention. Celui des hors-jeu correspond plus étroitement au modèle classique d'isolement sociologique.

Tableau 6. *La sociologie des groupes d'abstentionnistes comparée à celle des votants*

(en %)

	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Votants
	100	100	100
<i>Sexe</i>			
Homme.....	42	50	48
Femme.....	58	50	52
<i>Âge</i>			
18-34 ans.....	37	43	28
35-49 ans.....	26	30	29
50 ans et plus.....	37	27	43
<i>Situation professionnelle de l'interviewé</i>			
A un travail.....	52	50	48
Est au chômage.....	6	9	5
Est élève ou étudiant.....	5	10	7
Est inactif.....	12	11	10
Est retraité.....	25	19	30
<i>Profession de l'interviewé (actuelle ou ancienne)</i>			
Agriculteur, commerçant.....	10	8	12
Cadre, profession intermédiaire..	17	28	29
Employé, ouvrier.....	58	49	46
Inactif.....	15	15	13
<i>Niveau de diplômes</i>			
Sans diplôme, certificat d'études.	46	34	40
BEPC, CAP, BEP.....	34	33	32
Baccalauréat.....	12	13	12
Enseignement supérieur.....	8	20	16
<i>Religion</i>			
Catholique pratiquant.....	23	21	32
Catholique non pratiquant.....	50	47	42
Autres religions.....	3	5	4
Sans religion.....	24	27	22

Enquête post-électorale, mai 1997.

Lorsqu'ils ont à se situer socialement et professionnellement, les abstentionnistes hors jeu le font toujours à un rang inférieur que les abstentionnistes dans le jeu, affirmant ainsi, outre une

différence réelle de situation dans la stratification socioprofessionnelle, un sentiment subjectif de moindre positionnement. Les grandes lignes marquant un défaut ou un amoindrissement du lien social se retrouvent chez les uns comme chez les autres, mais elles ne revêtent manifestement ni les mêmes contours ni les mêmes inflexions. Les abstentionnistes hors jeu présentent plus fréquemment des attributs sinon d'exclusion sociale, à tout le moins de plus grande fragilité du sentiment de leur intégration. L'enquête électorale du Cevipof, réalisée lors de l'élection présidentielle de 1995, permet d'en appréhender quelques-uns. Jugeant le risque pour eux-mêmes et pour leur entourage d'être au chômage, 52 % des abstentionnistes hors jeu considèrent ce risque élevé, encore 48 % des abstentionnistes dans le jeu et seulement 40 % des votants. Invités à se placer sur une échelle de positionnement social en dix graduations, 27 % des abstentionnistes hors jeu se classent sur les positions les plus basses (1 à 3), contre 18 % des abstentionnistes dans le jeu et 20 % des votants. En 1997, lorsqu'il leur est demandé de définir la classe sociale à laquelle ils se sentent appartenir, si les différents groupes d'abstentionnistes se reconnaissent en majorité dans les classes moyennes, les hors-jeu se situent d'abord dans les classes moyennes inférieures (47 % contre 37 % des abstentionnistes dans le jeu).

L'âge met en évidence la spécificité des abstentionnistes dans le jeu. En effet, les plus jeunes ne sont pas les plus nombreux à être hors jeu, comme on le croit souvent, mais ils sont bien plus fréquemment dans le jeu. Leur abstentionnisme, plus marqué qu'à d'autres âges de la vie, ne révèle pas une démission ni non plus un retrait vis-à-vis de la sphère politique, mais plus vraisemblablement une indisponibilité temporaire ou circonstanciée, propre à cette période de la vie – le moratoire politique des années de jeunesse (Muxel, 1991) – ainsi qu'une difficulté plus grande à se positionner par rapport à l'offre électorale elle-même. Les étudiants nourrissent deux fois plus les rangs des abstentionnistes dans le jeu que celui des abstentionnistes hors jeu (10 % contre 5 %). C'est à partir du milieu de la vie que la participation électorale est la plus affirmée – 43 % de plus de 50 ans parmi les votants –, mais les abstentionnistes qui ont plus de 65 ans sont plus souvent hors jeu, se désimpliquant de la vie en société comme de la vie politique (20 % contre 15 % dans le jeu). 25 % des abstentionnistes hors jeu sont des retraités ; parmi les absten-

tionnistes dans le jeu, ces derniers ne représentent plus que 19 %.

Plusieurs attributs classiques d'intégration sociale contribuent à expliquer les différences constatées entre les deux groupes. On retrouve la césure observée depuis quelques années entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public (Boy, Mayer, 1997) ; les premiers, dans une situation professionnelle moins protégée, sont plus nombreux parmi les abstentionnistes hors jeu (31 % contre 27 % chez ceux qui sont dans le jeu et 25 % chez les votants). La situation matrimoniale joue aussi un rôle non négligeable. Le mariage semble protéger quelque peu de la tentation abstentionniste (56 % des votants sont mariés contre 48 % seulement de l'ensemble des abstentionnistes). Mais, chez les abstentionnistes, la proportion de personnes mariées est plus élevée parmi les hors-jeu (52 %) que parmi ceux qui sont dans le jeu (45 %). Le célibat ou l'union libre, certes plus fréquents aux âges les plus jeunes, semblent favoriser une situation inverse ; les célibataires se comptent en plus grand nombre dans les rangs des abstentionnistes dans le jeu (25 % contre 19 % parmi les abstentionnistes hors jeu et 18 % parmi les votants). Enfin, le niveau d'intégration religieuse est très fortement corrélé au vote ; plus celui-ci est élevé, plus les chances de s'abstenir sont réduites. Toutefois, on ne note que de faibles variations entre le niveau de pratique religieuse et le type d'abstention.

Reste une donnée d'importance, la présence en plus grand nombre des femmes parmi les abstentionnistes hors jeu (58 % contre 42 % d'hommes). Si l'évolution générale, depuis quelques années, va dans le sens d'une réduction des écarts dans le comportement électoral des hommes et des femmes, il semblerait que persiste malgré tout chez les femmes une plus grande tendance au retrait. Parmi les abstentionnistes dans le jeu, la tendance observée est au contraire du côté de la parité (50 % de femmes et 50 % d'hommes).

## L'EFFET DU DIPLÔME

À ce stade de l'analyse, on peut se demander si les différences importantes de composition sociologique que nous venons de

relever entre les deux groupes d'abstentionnistes n'expliquent pas en grande partie les réponses différentes enregistrées à l'égard de la société et de la politique. Les personnes à faible niveau de diplôme sont nettement plus nombreuses parmi les abstentionnistes hors jeu et l'on sait que ce critère joue un rôle de plus en plus important dans les attitudes idéologiques de l'électorat (Grunberg, Schweisguth, 1997) – ce qui pourrait suffire à expliquer les variations observées entre nos deux groupes. Pour le vérifier, on a donc cherché à savoir si le niveau de diplôme jouait dans la détermination des réponses un rôle plus important que la classification des abstentionnistes et si, à niveau de diplôme égal, l'écart entre les hors-jeu et ceux qui sont dans le jeu demeure, même réduit, ou disparaît.

L'examen des chiffres montre que le niveau de diplôme constitue bien un élément structurant des réponses, en particulier sur les sujets de société (tableau 7). Le repli identitaire, l'autoritarisme ou la contestation s'ordonnent davantage en fonction du niveau culturel qu'en suivant la distinction entre les deux groupes d'abstentionnistes. Ainsi 66 % des hors-jeu à faible niveau de diplôme sont favorables à la peine de mort comme 60 % de ceux qui étant dans le jeu ont le même niveau culturel. Ce n'est plus le cas que de 44 % des hors-jeu ayant atteint ou dépassé le baccalauréat et de 28 % des personnes dans le jeu appartenant à la même catégorie. Les résultats, on le voit, s'ordonnent parfaitement en fonction du niveau de diplôme. Il en est de même sur les questions portant sur le repli sur soi ou la contestation. En revanche, sur les questions de l'offre politique, et en particulier le refus de faire confiance à la gauche ou à la droite, le niveau culturel compte beaucoup moins que l'appartenance aux groupes d'abstentionnistes. 76 % des hors-jeu à faible niveau de diplôme ne font confiance ni à la gauche ni à la droite ; ce chiffre monte à 85 % parmi les hors-jeu à diplôme élevé. Parmi les abstentionnistes dans le jeu, il n'est plus que de 52 % parmi ceux qui ont un faible niveau de diplôme et de 39 % en cas de diplôme élevé. La variable culturelle est ici d'une importance limitée. Parmi ceux qui sont dans le jeu, le niveau de diplôme élevé corrige en partie le déficit de confiance envers la gauche et la droite, le faisant reculer de 52 à 39 %, alors que, parmi les abstentionnistes hors jeu, on enregistre un lien inverse, car il l'aggrave faisant croître l'absence de confiance de 76 à 85 %.

Tableau 7. *Le niveau de diplômes n'efface pas la différence entre les deux groupes d'abstentionnistes*

(en %)

	Diplôme inférieur au baccalauréat		Diplôme du baccalauréat ou de l'enseignement supérieur	
	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu
Juge que la démocratie fonctionne mal .....	74	67	64	52
Ne fait confiance ni à la gauche ni à la droite .....	76	52	85	39
Estime qu'on n'est plus chez soi .....	62	54	32	18
Favorable à la peine de mort	66	60	44	28
Désapprouverait l'occupation d'un bâtiment administratif .....	68	55	46	40

Enquêtes post-électorales, 1995 et 1997.

Même sur les sujets de société, des différences significatives demeurent, à niveau de diplôme égal, entre les abstentionnistes hors jeu et dans le jeu. Les premiers apparaissent systématiquement moins ouverts au monde extérieur, moins tolérants, plus critiques mais aussi plus passifs. Sur trois critères examinés ici (le fonctionnement de la démocratie, le repli sur soi et la peine de mort), les différences sont plus accentuées parmi les personnes à niveau de diplôme élevé, variant de 12 à 16 points. Mais elles subsistent, même moins importantes, parmi celles qui ont un faible niveau culturel, se situant entre 6 et 8 points. On relève que 62 % des hors-jeu ainsi classés pensent « qu'on n'est plus chez soi » contre 54 % de ceux qui étant dans le jeu ont le même niveau culturel.

## LA RELATION AU VOTE

S'étant abstenus par définition au premier tour des élections législatives de mai 1997, les deux groupes d'abstentionnistes constitués ont-ils adopté le même comportement aux élections

antérieures ? Dans l'enquête post-électorale de 1997, le questionnaire inclut la reconstitution du vote aux législatives de 1993 et aux deux tours de la présidentielle de 1995. Il est dès lors possible de retracer les itinéraires de participation des différents groupes de 1993 à 1997 (tableau 8), en considérant comme abstentionnistes les personnes déclarant s'être abstenues ou étant sans réponse et comme votants les personnes en mesure de citer le parti ou le candidat choisi ou déclarant un vote blanc ou nul. Six possibilités d'itinéraires ont été retenues : la participation systématique de 1993 à 1997, la participation systématique à tous les scrutins sauf celui de 1997, l'abstention uniquement aux deux élections législatives, l'abstention uniquement à celles de 1993, l'abstention systématique à tous les scrutins et enfin l'abstention occasionnelle (incluant au moins un tour de l'élection présidentielle). Parmi l'ensemble des électeurs âgés d'au moins 22 ans (c'est-à-dire susceptibles d'avoir voté dès 1993), le vote permanent concerne une nette majorité des interviewés, mais l'abstentionnisme constant ou occasionnel touche 42 % des électeurs interrogés, proportion tout à fait considérable qui montre bien les contours très larges de la non-participation sur une période assez longue.

Tableau 8. *Les itinéraires de participation entre 1993 et 1997 dans les différents groupes*

(Électeurs âgés de 22 ans et plus ; en %)

	Abstentionnistes hors jeu en 1997	Abstentionnistes dans le jeu en 1997	Votants en 1997	Ensemble des électeurs
Abstentionnistes à tous les scrutins entre 1993 et 1997.....	37	7	0	7
Abstentionnistes uniquement aux législatives de 1993 et de 1997 ..	14	26	0	6
Abstentionnistes uniquement aux législatives de 1993.....	0	0	13	9
Abstentionnistes occasionnels.....	15	9	6	7
Participants à tous les scrutins sauf en 1997.....	34	58	0	13
Participants à tous les scrutins entre 1993 et 1997.....	0	0	81	58
	100	100	100	100

Enquête post-électorale, mai 1997.

Tout naturellement, les votants de 1997 – ceux qui sont allés aux urnes dans un scrutin de faible participation – ont massivement voté (à 81 %) à tous les scrutins nationaux des quatre années précédentes, 13 % ne l'ayant cependant pas fait aux législatives de 1993. Les deux groupes d'abstentionnistes de 1997 se caractérisent pour leur part par une moindre propension à voter même si les abstentionnistes dans le jeu sont 58 % à avoir voté à tous les scrutins précédant celui de 1997. Signe d'un désenchantement ? L'analyse de leurs choix électoraux passés devra éclairer les raisons de ce repli. Par ailleurs, un quart des abstentionnistes dans le jeu (26 %) s'est aussi abstenu en 1993, ne se déplaçant pour voter qu'à l'occasion de l'élection présidentielle. Constat logique dans la mesure où, depuis une décennie, la participation à l'élection présidentielle est de 10 à 15 points supérieure à ce qu'elle est aux législatives, qui rappelle opportunément que la sur-participation enregistrée à l'élection présidentielle a pour effet de modifier quelque peu les équilibres politiques habituels.

La surprise la plus grande vient cependant des abstentionnistes hors jeu de 1997. On ne s'étonnera pas de constater que 37 % d'entre eux se sont abstenus à tous les scrutins depuis 1993 – marquant ainsi une attitude de repli total du champ politique – alors qu'ils ne sont que 7 % seulement dans ce cas parmi ceux qui sont dans le jeu. Mais il est, en revanche, inattendu de constater qu'une proportion presque égale (34 %) déclare avoir toujours voté – sauf précisément en 1997 –, c'est-à-dire être en mesure d'indiquer le parti ou le candidat qu'ils ont choisi, ou déclarer un vote blanc ou nul. Il y a là une confirmation éclatante du caractère intermittent de l'abstention que les enquêtes par sondages, malgré les limites inhérentes à la reconstitution du vote aux élections passées, parviennent à bien saisir. Même si elle est présente inégalement, l'abstention systématique n'est donc majoritaire dans aucun des deux groupes. Chez les hors-jeu de 1997, l'abstention est fréquente mais pas permanente ; parmi ceux qui sont dans le jeu, le vote est la norme et l'abstention peu fréquente. Dans le premier groupe, il n'y a de retrait total du champ électoral que pour une minorité ; dans le second, le retrait est exceptionnel ou limité aux législatives devenues aux yeux d'une partie croissante de l'électorat un scrutin de second rang par rapport à l'élection présidentielle.

Ce haut niveau de participation aux élections antérieures signifie qu'une proportion importante des deux groupes d'abstentionnistes a pris part au choix du président de la République et il importe évidemment de connaître quelles ont été, dans ces circonstances, leurs orientations politiques. Dans un scrutin fortement orienté à droite, du moins au premier tour, la différence entre les deux groupes se confirme de façon très nette (tableau 9). Les abstentionnistes dans le jeu de 1997 ont massivement participé aux deux tours de 1995 (à plus de 85 %) et y ont adopté un comportement assez voisin de celui des votants avec toutefois une orientation plus favorable à Jacques Chirac au premier tour. Ce tropisme chiraquien a des conséquences importantes aux élections de 1997 qui voient cet électorat glisser aux législatives vers une abstention-sanction contre le couple exécutif Chirac-Juppé et jouer de la sorte un rôle important dans la très courte défaite de la majorité RPR-UDF.

Tableau 9. *La reconstitution du vote à l'élection présidentielle de 1995 dans les différents groupes*

(Électeurs âgés de 20 ans et plus. Résultats pondérés. % des s.e.)

	Abstentionnistes hors jeu en 1997	Abstentionnistes dans le jeu en 1997	Votants en 1997
<i>Vote au premier tour</i>			
Arlette Laguiller.....	12	7	4
Robert Hue.....	3	4	10
Lionel Jospin.....	14	24	24
Dominique Voynet.....	2	4	3
Jacques Chirac.....	24	24	20
Édouard Balladur.....	15	16	19
Philippe de Villiers.....	8	5	5
Jean-Marie Le Pen.....	22	15	15
Jacques Cheminade.....	0	1	0
	100	100	100
<i>(Abstention, sans réponse)</i>	<i>(48 %)</i>	<i>(15 %)</i>	<i>(5 %)</i>
<i>Vote au second tour</i>			
Lionel Jospin.....	34	48	48,5
Jacques Chirac.....	66	52	51,5
	100	100	100
<i>(Abstention, sans réponse)</i>	<i>(42 %)</i>	<i>(13 %)</i>	<i>(5 %)</i>

Enquête post-électorale, mai 1997.

En ce qui concerne les abstentionnistes hors jeu de 1997, environ un sur deux — ce qui n'est pas négligeable — a exprimé un vote en 1995. Ce qui retient l'attention dans cette catégorie, c'est son comportement extrémiste qui apparaît comme un prolongement de sa contestation de la société et du système politique : 42 % se sont portés sur Arlette Laguiller, Philippe de Villiers ou Jean-Marie Le Pen, contre 24 % seulement dans le groupe des votants. Ce chiffre est spectaculaire et a une signification majeure : la tendance à l'extrémisme est beaucoup plus répandue à droite (30 % pour Le Pen et de Villiers) qu'à gauche (12 % pour Laguiller). Notons que la candidature de Robert Hue ne séduit pas les hors-jeu (3 % des voix seulement), en raison sans doute de leur propension plus grande à l'autoritarisme et au refus d'un engagement collectif. En sens inverse, on relève une sur-valorisation du vote Chirac (24 %) au détriment de Lionel Jospin et d'Édouard Balladur, ce qui confirme que le président élu en 1995 avait bien réussi dans un scrutin de forte mobilisation à drainer une part significative d'électeurs peu intéressés par la politique et fortement contestataires. Cette tendance est encore accentuée au second tour où les hors-jeu de 1997 se sont massivement portés sur Jacques Chirac plutôt que sur Lionel Jospin (à 66 % contre 34 %). Le temps d'un scrutin, avons-nous pu noter en étudiant les résultats de l'élection présidentielle (Jaffré, 1995), Jacques Chirac avait réussi à marier les contraires, réunissant les soutiens des partisans de l'ordre établi et des renforts venus des bataillons contestataires de la société. Mais, deux ans plus tard, on perçoit ici encore le manque à gagner pour la droite modérée dans l'abstention-sanction qui s'en est suivi dans la dissolution de 1997.

## COMPRENDRE LA MONTÉE DE L'ABSTENTION

Au total, la distinction introduite entre les « hors-jeu » et les « dans le jeu » permet de rompre avec l'idée selon laquelle les abstentionnistes forment un bloc homogène et de rejeter aussi la tentation de les amalgamer avec le vote hostile aux partis de gouvernement, comme on le fait parfois. En réalité, la moitié des

abstentionnistes reste dans le jeu de la politique. La différence qui fonde leur choix abstentionniste, particulièrement en 1997, est une critique de l'offre politique et des notions de gauche et de droite (critique qui s'adresse sans doute davantage à la droite gouvernante qu'à la gauche opposante) et une relation plus distante aux législatives qui tendent à devenir pour une partie d'entre eux une élection de second rang.

L'autre moitié des abstentionnistes, celle des hors-jeu, apparaît très différente, ajoutant à l'exclusion électorale une exclusion de la politique, une auto-exclusion de la société et présentant de plus grands risques d'exclusion sociale. Contrairement à l'image trop répandue des abstentionnistes « pêcheurs à la ligne », il est moins marqué par le désintéret que par le mécontentement et la critique. À l'égard de la politique, il critique avec vigueur le système politique, ses leaders et l'offre partisane. Quand ceux qui en relèvent prennent part aux élections – ce qui est le cas d'environ 60 % d'entre eux dans un grand scrutin comme la présidentielle –, ils expriment plus fréquemment un vote extrémiste, voire dans la conjoncture de 1995 après deux septennats socialistes, un choix fortement orienté à droite.

Dans le scrutin de 1997 marqué à la fois par une forte abstention et la très courte défaite de la majorité RPR-UDF, l'attitude des deux groupes d'abstentionnistes que nous avons distingués n'est pas neutre et pèse fortement sur les résultats. Les hors-jeu de 1997 avaient adopté un comportement ultra-droitier en 1995 et ceux qui sont dans le jeu avaient une orientation assez marquée au premier tour en faveur de Jacques Chirac. Au-delà de leur composition sociologique et de leurs attitudes, leur non-participation en 1997 renvoie donc souvent à une volonté de sanction des deux premières années du septennat Chirac et du décalage jugé considérable entre le discours tenu sur la réduction de la fracture sociale et le réveil douloureux du retour à la rigueur (Jaffré, 1998).

Si l'on reconstitue au fil du temps les deux groupes d'abstentionnistes en suivant rigoureusement les mêmes critères de construction (tableau 10), on retrouve bien sûr dans les deux groupes la progression globale de l'abstention déclarée entre 1978 et 1997. La montée de l'abstention dans le jeu est plus importante lors de la présidentielle de 1995 où la mobilisation de la campagne électorale accroît le taux habituel de politisation et la sympathie partisane déclarée. Pour sa part, la montée des hors-

jeu a été plus forte aux législatives de 1997 où la faible mobilisation de l'électorat s'est accompagnée d'un recul du taux de sympathie partisane (dans l'ensemble de l'échantillon, 17,5 % de personnes n'ont aucune sympathie partisane en 1997 contre 13,3 % en 1995).

Tableau 10. *L'évolution des deux groupes d'abstentionnistes dans les enquêtes post-électorales du Cevipof depuis 1978*

(en %)

	Abstentionnistes hors jeu	Abstentionnistes dans le jeu	Total des abstentionnistes
Législatives 1978 .....	6,7	4,9	11,6
Présidentielle 1988 (1 <sup>er</sup> tour)..	7,3	5,9	13,2
Présidentielle 1995 (1 <sup>er</sup> tour)..	6,3	9,9	16,2
Législatives 1997 .....	13,6	14,5	28,1
Évolution 1997-1978.....	+ 6,9 pts	+ 9,6 pts	+ 16,5 pts

Enquêtes post-électorales, 1978-1997.

Sur le long terme entre 1978 et 1997, on retiendra que ce sont les abstentionnistes dans le jeu qui ont le plus progressé puisque leur proportion a été pratiquement multipliée par trois (de 4,9 à 14,5 %), alors que celle des hors-jeu n'a été multipliée que par deux (de 6,7 à 13,6 %). Compte tenu des différences que nous avons relevées entre les deux groupes, il y a là un apport précieux pour une meilleure compréhension de la montée de l'abstention depuis une vingtaine d'années. Elle traduit certes, à travers les hors-jeu, un certain repli identitaire, une contestation croissante de la société, une critique du système politique, mais la montée plus forte des abstentionnistes dans le jeu montre qu'il n'y a pas pour autant de dépolitisation massive ou de perte des repères. S'abstenir tout en restant dans le jeu correspond à une relativisation du vote – et en particulier des législatives –, à la montée d'une contestation active de la société (renvoyant, on le sait, à d'autres formes de participation) et aussi à une abstention-sanction traduisant la critique de l'offre politique et, au fil des alternances à répétition, le désaveu des gouvernants successifs.

Jérôme JAFFRÉ  
Anne MUXEL

## BIBLIOGRAPHIE

- Bon (Frédéric), « Le vote, fragment d'un discours électoral », dans *Les discours de la politique*, Paris, Economica, 1991, p. 175-188.
- Boy (Daniel), Mayer (Nonna), « Que reste-t-il des variables lourdes ? », dans *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 101-138.
- Chiche (Jean), Dupoirier (Élizabeth), « L'abstention aux élections législatives de 1997 », dans Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette) (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives de 1997*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 141-159.
- Duchesne (Sophie), *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, 330 p.
- Eatwell (Roger), *European Political Cultures, Conflict or Convergence*, Londres et New York, Routledge, 1997, 277 p.
- Gaxie (Daniel), « Le vote désinvesti », *Politix*, 22, 1993, p. 138-164.
- Grunberg (Gérard), Schweisguth (Étienne), « Recompositions idéologiques », dans Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 139-178.
- Héran (François), « Les intermittences du vote : un bilan de la participation de 1995 à 1997 », *INSEE Première*, 546, 1997.
- Héran (François), Rouault (Dominique), « La double élection de 1995 : exclusion sociale et stratégie d'abstention », *INSEE Première*, 414, 1995.
- Himmelveit (Hilde) et al., *How Voters Decide*, Londres, Academic Press, 1981, 276 p.
- Inglehart (Ronald), *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993, 561 p.
- Jaffré (Jérôme), « La victoire de Jacques Chirac et la transformation des clivages politiques », dans Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette) (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 161-178.
- Jaffré (Jérôme), Muxel (Anne), « Les repères politiques », dans Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 67-100.
- Jaffré (Jérôme), « L'opinion publique, l'impopularité et le vote », dans Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette) (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives de 1997*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 27-52.
- Lancelot (Alain), *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1968, 290 p.

- Muxel (Anne), « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans Percheron (Annick), Rémond (René) (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, p. 203-232.
- Perrineau (Pascal), « Le premier tour des élections législatives de 1997 », *Revue française de science politique*, 47, 1997, p. 405-415.
- Schemeil (Yves), « Compétence et implication politique en Europe : ballade dans la forêt magique des Eurobaromètres », dans Bréchon (Pierre), Cautrès (Bruno), *Les enquêtes eurobaromètres*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 193-214.
- Subileau (Françoise), Toinet (Marie-France), *Les chemins de l'abstention*, Paris, La Découverte, 1993, 222 p.
- Subileau (Françoise), « L'abstentionnisme : apolitisme ou stratégie », dans Mayer (Nonna), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 245-267.
- Topf (Richard), « Electoral Participation » et « Beyond Electoral Participation », dans Fuchs (Dieter), Klingemann (Hans-Dieter), *Citizens and the State*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 27-91.